ASSEMBLÉE NATIONALE

23 janvier 2025

PLFSS POUR 2025 - (N° 622)

Rejeté

AMENDEMENT

N ° AS438

présenté par

Mme Erodi, Mme Abomangoli, M. Alexandre, M. Amard, Mme Amiot, Mme Amrani, M. Arenas, M. Arnault, Mme Belouassa-Cherifi, M. Bernalicis, M. Bex, M. Bilongo, M. Bompard, M. Boumertit, M. Boyard, M. Cadalen, M. Caron, M. Carrière, Mme Cathala, M. Cernon, Mme Chikirou, M. Clouet, M. Coquerel, M. Coulomme, M. Delogu, M. Diouara, Mme Dufour, Mme Feld, M. Fernandes, Mme Ferrer, M. Gaillard, Mme Guetté, M. Guiraud, Mme Hamdane, Mme Hignet, M. Kerbrat, M. Lachaud, M. Lahmar, M. Laisney, M. Le Coq, M. Le Gall, Mme Leboucher, M. Legavre, Mme Legrain, Mme Lejeune, Mme Lepvraud, M. Léaument, Mme Élisabeth Martin, M. Maudet, Mme Maximi, Mme Mesmeur, Mme Manon Meunier, M. Nilor, Mme Nosbé, Mme Obono, Mme Oziol, Mme Panot, M. Pilato, M. Piquemal, M. Portes, M. Prud'homme, M. Ratenon, M. Saint-Martin, M. Saintoul, Mme Soudais, Mme Stambach-Terreiroir, M. Taché, Mme Taurinya, M. Tavel, Mme Trouvé et M. Vannier

ARTICLE 15 BIS

À la seconde phrase de l'alinéa 5, après la référence :

« L. 6314-1 »,

insérer les mots :

« ainsi qu'aux permanences des soins mentionnées à l'article L. 1110-4-1 ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement vise à ce que les professionnels de santé libéraux participent activement aux permanences des soins.

La question de la permanence des soins pour les professionnels de santé revêt une importance cruciale dans le contexte actuel de la dégradation de l'accès aux soins et de la désertification médicale. Depuis la suppression de l'obligation des permanences des soins, il est manifeste que le volontariat ne suffit pas à répondre à la demande croissante de soins de la population. Le Conseil national de l'Ordre des médecins a souligné un « désengagement des médecins libéraux », illustré par le fait qu'en 2019, seulement 38,1 % des médecins participaient à la permanence des soins, un chiffre en déclin.

Cette situation est particulièrement préoccupante dans les déserts médicaux, où l'absence d'hôpitaux d'urgence aggrave les inégalités d'accès aux soins. Rétablir cette obligation permettrait non seulement de garantir une couverture médicale adéquate, mais également de partager équitablement la charge de travail entre les praticiens.

Cet amendement reprend à son compte l'esprit de l'article 14 de la proposition de loi contre les déserts médicaux, d'initiative transpartisane, signé par plus de 200 députés issus de la plupart des bancs de l'hémicycle, à l'exception du Rassemblement National.